

CTSD du 01 février 2022

Déclaration préalable de la FSU



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Ce CTSD a été précédé par un épisode qui a parfaitement illustré la gestion chaotique de la pandémie et un véritable mépris envers la profession de la part du ministre de l'Éducation Nationale, gestion et mépris que la FSU n'a cessé de dénoncer régulièrement.

Ainsi, le 13 janvier dernier, c'est une mobilisation historique qui a exprimé le ras-le-bol et la colère d'une profession qui porte l'école à bout de bras depuis le début de la crise sanitaire.

Nous ne savions pas alors, que ce 50^{ème} protocole, annoncé la veille de la reprise dans un média payant avait été fait en outre depuis Ibiza !

C'est donc pour le ministre de l'EN un discrédit auprès de la profession et de l'opinion, discrédit palpable jusqu'au plus haut sommet de l'État au vu de la configuration de la réunion qui s'en est suivie, avec comme interlocuteur le Premier ministre.

Reste qu'à moins de trois mois des élections il faut encore faire avec les moyens insuffisants qui sont aujourd'hui attribués et dont vous allez, Monsieur le DASEN, nous proposer une répartition. Si la FSU a apprécié le fait que vous receviez le 26 janvier les écoles menacées de fermeture et qui souhaitaient vous rencontrer, nous dénonçons toujours la non-prise en compte de la pandémie dans les moyens alloués, et de ses conséquences néfastes sur les personnels. Par ailleurs, si la FSU apprécie la tenue de groupes de travail dans l'Yonne en amont du CTSD, elle apprécierait davantage que ceux-ci aboutissent à des avancées plus concrètes.

La logique qui semble toujours prévaloir pour la carte scolaire de cette année, c'est que l'on fait comme si l'Education Nationale avait été épargnée par la crise sanitaire et donc oubliée du « quoi qu'il en coûte » ! C'est donc une carte scolaire hors-sol qui nous est présentée !

Ainsi dans le premier degré, le chiffre de 6.35 pour 100 élèves dans l'Yonne non seulement ne tient pas compte du contexte sanitaire mais n'indique pas non plus, le manque de psychologues, de maîtres spécialisés, d'AESH, bref toute cette aide indispensable notamment à destination des élèves les plus fragiles.

Et puisque nous sommes si bien dotés, pourquoi avoir demandé aux retraités de revenir alors que le risque d'être contaminé n'a jamais été aussi grand ?

Et ce ne sont pas les annonces de recrutement du Premier ministre suite à la mobilisation du 13 janvier qui permettront de répondre aux besoins. Qu'en est-il d'ailleurs de la réalité de ces annonces pour notre département ?

De plus, dans le premier degré, avec une suppression de 5 postes, vous nous avez présenté un trop grand nombre de fermetures possibles, qui ne seront pas sans conséquences pour les écoles et surtout pour les personnels et les élèves concernés.

Les regroupements d'élèves modifient, comme vous le savez, les structures et entraînent des classes à plusieurs niveaux : cette organisation demande beaucoup

de préparation et d'organisation à l'enseignant, qui doit jongler avec différents programmes scolaires. Cela complique et augmente considérablement la charge de travail des enseignants, pour lesquels la période est déjà difficile. De plus, dans un département souvent jugé peu attractif cela ne met pas nos jeunes collègues dans les meilleures conditions d'entrée dans le métier.

La situation est encore pire dans le second degré avec 7900 postes supprimés durant le quinquennat. Cette logique comptable a pour conséquence une augmentation des effectifs dans les classes : en Puisaye, pour la 6^{ème} année consécutive, le site de Bléneau accueillera des classes de plus de 30 élèves, du fait d'une dotation horaire insuffisante ! Cette même logique pousse à faire avaler aux collègues un nombre d'heures supplémentaires imposées toujours en hausse (8,54 % des heures sont des heures sup'), moins bien payées que les heures-poste et qui conduisent à envoyer de plus en plus d'enseignants sur deux ou trois établissements !

Pour l'Yonne, la dotation est en baisse, du fait d'un moindre nombre de collégiens. Mais cette baisse du nombre de collégiens ne touche pas l'Auxerrois, déjà fragilisé depuis plusieurs années par la fermeture de Bienvenu-Martin. Ainsi, les élèves s'entassent dans des structures qui comptent toutes plus de 630 élèves, malgré des difficultés. L'Education Nationale charge la barque, et les classes, comme les 6^{ème} de Camus, les 5^{ème} de Denfert, les 4^{ème} de Paul Bert ou les 3^{ème} de Saint-Georges-sur-Baulche !

Encore une fois, les élèves ULIS ne sont pas comptés dans vos prévisions d'effectifs, alors qu'ils sont présents dans les classes ! C'est vraiment mépriser le travail des enseignants, des AESH, et rendre plus difficile l'inclusion des élèves, qui auraient besoin d'effectifs réduits pour réussir. Mais cela participe sans doute de la même logique de « rationalisation des moyens » qui a conduit à la mise en place des PIAL, qui détériorent les conditions de travail des AESH et le suivi des élèves en situation du handicap...

C'est peut-être la même logique hors-sol qui pousse à rendre invisibles les établissements « REP », puisque le caractère particulier de ces collèges n'est même pas mentionné. Le Rectorat anticipe peut-être, en bon élève du ministre, la destruction programmée de l'Éducation prioritaire prévue par ce dernier...

Nous demandons à ce que les moyens donnés au titre de la REP ou des dispositifs UPE2A apparaissent clairement. Pour ce dispositif et l'accueil des élèves allophones, il faut absolument que l'Éducation Nationale soit plus réactive et alloue des moyens pérennes dans les zones où les besoins se font sentir. C'est maintenant que ces élèves ont besoin d'apprendre la langue pour s'intégrer. Dans 5 ans, ce sera trop tard ! La FSU demande donc une création d'UPE2A pour les collèges Paul Fourrey et Clavel, et pas des HSA qui viennent alourdir encore le temps de service des enseignants qui s'investissent auprès des élèves nouvellement arrivés en France...

En SEGPA, la perte de seulement 13 élèves conduit à une baisse de 31,5 heures de la dotation. L'uniformisation des effectifs et des dotations se fait encore une fois en tirant vers le bas, et en tirant sur les publics les plus fragiles.

Dans les documents de préparation de rentrée, la FSU souhaite aussi qu'apparaissent les moyens octroyés pour la vie scolaire : la crise actuelle et les particularités de certains collèges (l'Auxerrois, entre autres) demandent des réponses en terme d'encadrement. Le 13 janvier dernier, le Premier Ministre a annoncé des recrutements d'AED. Pouvez-vous nous indiquer combien seront recrutés et quand ?

Enfin, nous vous rappelons que plusieurs établissements (Paron, Champs-Plaisants à Sens et Villeneuve-sur-Yonne) connaissent de réelles difficultés dans la prise en compte des besoins pour le poste d'infirmière scolaire. Nous sommes très inquiets, car ces situations ont pour conséquence une dégradation des conditions de travail de la vie scolaire, et une carence dans l'accompagnement d'adolescents pour qui la crise que nous traversons depuis 3 ans a des conséquences en terme de santé, physique ou mentale. Pour cela, il faut des infirmières scolaires dans tous les établissements !

La FSU demande donc dans l'immédiat un « quoi qu'il en coûte » de l'Éducation, qui passe par une réelle prise en compte des besoins : rallonge conséquente d'heures-poste pour tous les collèges qui le demandent, annulation des fermetures dans le premier degré et construction d'un collectif budgétaire, avec un plan pluriannuel de recrutement de tous les corps professionnels.